

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201078]

**26 FEVRIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne relatives au recrutement et à la carrière des personnes handicapées dans la Fonction publique wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2011 portant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, articles 270 et 273, alinéa 2;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 4 février 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 février 2014;

Vu l'avis de la Commission wallonne des Personnes handicapées, donné le 1<sup>er</sup> avril 2014;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 24 avril 2014;

Vu le protocole de négociation n° 657 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 21 novembre 2014;

Vu l'avis 56.935/2 du Conseil d'Etat, donné le 19 janvier 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport du 9 février 2015 établi en application du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Action sociale et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle partiellement, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans le Livre premier de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 15 février 2007, du 27 mars 2009, du 31 janvier 2013 et du 15 mai 2014, le titre IV du Livre premier est remplacé par le titre suivant :

**Titre IV. — Du recrutement et de la carrière des personnes handicapées**

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — De l'obligation d'occuper des personnes handicapées**

Art. 80bis. Pour l'application du présent titre, on entend par :

1<sup>o</sup> l'Agence : l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

2<sup>o</sup> l'Office : l'Office de la Communauté germanophone pour les Personnes handicapées;

3<sup>o</sup> le Service : le Service « Personnes handicapées autonomie recherchée, Phare » de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 81. § 1<sup>er</sup>. Le Service public de Wallonie occupe un nombre de personnes handicapées fixé à un minimum de deux pour cent et demi de l'effectif occupé au 31 décembre de l'année précédente. La déclaration ONSS tient lieu de preuve de l'effectif occupé.

Les emplois occupés par des personnes handicapées sont identifiés dans l'organigramme visé à l'article 11, § 2.

Cinq pour cent des recrutements sont réservés à des personnes handicapées aussi longtemps que le pourcentage d'occupation fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas atteint.

§ 2. Le Secrétaire général informe les membres du personnel des dispositions dont les personnes handicapées peuvent bénéficier en termes d'aménagement raisonnable des conditions de travail.

Art. 82. Pour être prises en compte dans le quota visé à l'article 81, § 1<sup>er</sup>, les personnes handicapées occupées au sein du Service public de Wallonie remplissent au moins une des conditions suivantes :

1<sup>o</sup> avoir été admises au bénéfice des dispositions de l'Agence, de l'Office, du Service, avoir été admises au bénéfice des dispositions d'une ou plusieurs « bijzondere tewerkstellings ondersteunde maatregelen, BTOM » octroyées par le « Vlaamse dienst voor arbeidsbemiddeling, VDAB », et fournir une attestation ou une décision délivrée par l'un de ces organismes;

2<sup>o</sup> avoir été victimes d'un accident du travail et fournir une attestation délivrée par le Fonds des accidents du travail ou par l'Administration de l'expertise médicale (Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, Service de la Médecine du travail) certifiant une incapacité permanente d'au moins 30 pour cent;

3<sup>o</sup> avoir été victimes d'une maladie professionnelle et fournir une attestation délivrée par le Fonds des maladies professionnelles ou par l'Administration de l'expertise médicale certifiant une incapacité permanente d'au moins 30 pour cent;

4<sup>o</sup> avoir été victimes d'un accident de droit commun et fournir une copie du jugement ou de l'arrêt délivré par le greffe du tribunal ou de la cour certifiant que le handicap ou l'incapacité permanente est d'au moins 30 pour cent;

5<sup>o</sup> avoir été victimes d'un accident domestique et fournir une copie de la décision de l'organisme assureur certifiant que l'incapacité permanente est d'au moins 30 pour cent;

6<sup>o</sup> être dans les conditions médicales pour bénéficier ou bénéficier de l'allocation de remplacement de revenus ou de l'allocation d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, la preuve étant apportée par une attestation du Service public fédéral Sécurité sociale;

7<sup>o</sup> avoir été déclarées définitivement inaptes à l'exercice de leurs activités habituelles mais aptes à l'exercice de certaines fonctions désignées par l'Administration de l'expertise médicale, par le service interne de prévention ou de protection, mis en place conformément à la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, ou par le service externe de prévention et de protection auquel l'administration publique est affiliée, conformément à la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

8° avoir été déclarées définitivement inaptes à l'exercice de leurs activités habituelles par l'Administration de l'expertise médicale, par le service interne de prévention ou de protection ou par le service externe de prévention et de protection auquel l'employeur précédent était affilié, mais aptes à l'exercice de certaines fonctions désignées par l'Administration de l'expertise médicale, par le service interne de prévention ou de protection ou par le service externe de prévention et de protection auquel l'administration publique est affiliée;

9° avoir bénéficié d'un aménagement raisonnable des conditions de travail, accordé en raison d'un handicap en exécution de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination et du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

Art. 83. Les personnes handicapées bénéficient à leur demande d'aménagements raisonnables lors de leur participation à des sélections statutaires et des concours d'accession.

Art. 84. Les personnes handicapées bénéficient à leur demande d'aménagements raisonnables lors de leur participation à des épreuves pour l'obtention du certificat de management public ou du brevet de direction, des examens d'aptitude à l'encadrement, des épreuves de validation des compétences, des examens de qualification ou des formations de carrière.

Art. 85. L'attribution de marchés de travaux, de fournitures et de services aux entreprises de travail adapté équivaut au respect de l'obligation d'emploi visée à l'article 81 selon les principes suivants :

1° pour un marché déterminé, le nombre de travailleurs handicapés, exprimé en équivalents temps plein, est obtenu en divisant le prix du marché par la rémunération annuelle brute accordée à un agent occupé à temps plein bénéficiaire de l'échelle de traitement C3 avec une ancienneté pécuniaire de dix ans;

2° l'obligation d'emploi visée à l'article 81 peut être satisfaite uniquement pour moitié par l'attribution de marchés aux entreprises de travail adapté.

Art. 86. Le Secrétaire général organise l'accueil, la formation et l'intégration professionnelle des personnes handicapées, le cas échéant en collaboration avec l'Agence, l'Office ou le Service moyennant l'accord des personnes concernées.

Le cas échéant et de l'accord de la personne handicapée concernée, l'Agence, l'Office ou le Service propose des mesures d'adaptation du poste de travail.

Art. 87. Le Secrétaire général établit tous les deux ans, pour le 31 mars au plus tard, un rapport relatif à l'emploi des personnes handicapées au sein du Service public de Wallonie, rapport qu'il transmet à l'Agence.

L'Agence établit un rapport global relatif à l'emploi des personnes handicapées au sein du Service public de Wallonie et des organismes.

Le rapport est communiqué aux Ministres compétents en matière de Fonction publique régionale et d'intégration des personnes handicapées, lesquels en informent le Gouvernement.

Le rapport est publié sur le site internet de l'Agence et soumis à l'avis de la Commission wallonne des Personnes handicapées, laquelle est invitée à formuler et à publier des recommandations pour l'intégration des personnes handicapées.

Art. 87bis. § 1<sup>er</sup>. Il est créé auprès du Ministre de la Fonction publique, pour l'ensemble des Services du Gouvernement et des organismes concernés par le présent arrêté, une commission d'accompagnement composée :

1° d'un représentant du Service public de Wallonie, qui la préside;

2° d'un représentant de chaque organisme soumis au présent arrêté;

3° d'un représentant de l'Agence, en sa qualité d'organisme chargé d'un rôle transversal de mise en œuvre de la politique du Gouvernement wallon en matière d'intégration et de maintien à l'emploi des travailleurs handicapés au sein des services publics qui relèvent de ses compétences;

4° d'un représentant de la Commission wallonne des personnes handicapées;

5° de trois représentants de chaque organisation syndicale représentative au sens de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

§ 2. La commission d'accompagnement est chargée de remettre au Gouvernement, tous les deux ans et dans les six mois qui suivent la production du rapport établi par l'Agence, un rapport portant sur la mise en œuvre du présent titre.

La commission d'accompagnement est habilitée à cet effet à demander et à recevoir toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Elle peut formuler toutes les recommandations, utiles à l'amélioration de la politique de recrutement et d'emploi des personnes handicapées, qu'elle publie sur la page du portail du Gouvernement wallon qui lui est consacrée. ».

**Art. 3.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 février 2015.

Le Ministre Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,  
M. PREVOT

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
C. LACROIX

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/201078]

**26. FEBRUAR 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in Bezug auf die Bestimmungen, die die Anwerbung und die Laufbahn von Personen mit Behinderung im wallonischen öffentlichen Dienst betreffen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. September 2011 zur Festlegung des Wallonischen Gesetzbuches über die sozialen Maßnahmen und die Gesundheit, Artikel 270 und 273, Absatz 2;

Aufgrund des am 4. Februar 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 7. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 13. Februar 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 1. April 2014 abgegebenen Gutachtens der "Commission wallonne des personnes handicapées" (Wallonische Kommission für behinderte Personen);

Aufgrund des am 24. April 2014 abgegebenen Gutachtens der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen);

Aufgrund des am 21. November 2014 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 657 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 19. Januar 2015 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 56.935/2 des Staatsrats;

Aufgrund des in Anwendung des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 9. Februar 2015;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst und des Ministers für soziale Maßnahmen und Gesundheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Durch vorliegenden Erlass wird in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung eine in Artikel 128 der Verfassung bestimmte Angelegenheit teilweise geregelt.

**Art. 2** - In Buch I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, 27. März 2009, 31. Januar 2013 und 15. Mai 2014, wird Buch I, Titel IV durch folgenden Titel ersetzt:

**Titel IV — Anwerbung und Laufbahn der Personen mit Behinderung****KAPITEL I — Verpflichtung, Personen mit Behinderung zu beschäftigen**

Art. 80bis - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Titels gelten folgende Definitionen:

1° die Agentur: die "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen);

2° die Dienststelle: die Dienststelle für Personen mit Behinderung der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

3° der "Service": die Dienststelle "Personnes handicapées autonomie recherchée, PHARE" der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt.

Art. 81 - § 1. Der Öffentliche Dienst der Wallonie beschäftigt eine Anzahl von Personen mit Behinderung, die auf mindestens zweieinhalb Prozent des am 31. Dezember des vorhergehenden Jahres beschäftigten Personalbestands festgesetzt ist. Die LASS-Erklärung gilt als Nachweis für den beschäftigten Personalbestand.

Die von Personen mit Behinderung besetzten Stellen werden im in Artikel 11, § 2 genannten Stellenplan gekennzeichnet.

Fünf Prozent der Anwerbungen werden behinderten Personen vorbehalten, solange der in Absatz 1 festgelegte Prozentsatz von Beschäftigung nicht erreicht ist.

§ 2. Der Generalsekretär informiert die Personalmitglieder über die angemessenen Vorkehrungen zur Gestaltung der Arbeitsbedingungen, in deren Genuss die Personen mit Behinderung kommen können.

Art. 82 - Die innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie beschäftigten Personen mit Behinderung müssen mindestens eine der folgenden Bedingungen erfüllen, um für die in Artikel 81, § 1 genannte Quote berücksichtigt zu werden:

1° Anspruch auf die Bestimmungen der Agentur, der Dienststelle, des "Service" haben, Anspruch auf eine oder mehrere "bijzondere tewerkstellings ondersteunde maatregelen, BTOM", haben, die von dem "Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling, VDAB" gewährt werden, und eine Bescheinigung oder Entscheidung einer dieser Einrichtungen vorlegen;

2° Opfer eines Arbeitsunfalls gewesen sein und eine durch den Fonds für Arbeitsunfälle oder durch die Verwaltung der medizinischen Expertise (Föderaler Öffentlicher Dienste Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt, arbeitsmedizinischer Dienst) ausgestellte Bescheinigung, in der eine bleibende Unfähigkeit von mindestens 30 % anerkannt wird, vorlegen;

3° Opfer einer Berufskrankheit gewesen sein und eine durch den Fonds der Berufskrankheiten oder die Verwaltung der medizinischen Expertise ausgestellte Bescheinigung, in der eine bleibende Unfähigkeit von mindestens 30 % anerkannt wird, vorlegen;

4° Opfer eines außerberuflichen Unfalls gewesen sein und eine durch die Kanzlei des Gerichts bzw. Gerichtshofes ausgestellte Abschrift des Urteils oder Entscheids vorlegen, in dem bescheinigt wird, dass die Behinderung oder die bleibende Unfähigkeit mindestens 30 % beträgt;

5° Opfer eines Haushaltsunfalls gewesen sein und eine Abschrift des Beschlusses der Versicherungseinrichtung vorlegen, in dem bescheinigt wird, dass die bleibende Unfähigkeit mindestens 30 % beträgt;

6° den ärztlichen Bedingungen genügen, um eine Einkommensersatz- oder Eingliederungsbeihilfe gemäß dem Gesetz vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen in Anspruch zu nehmen, wobei der entsprechende Nachweis durch eine Bescheinigung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Soziale Sicherheit erbracht wird;

7° zur Ausübung ihrer gewöhnlichen Tätigkeiten endgültig für unfähig, zur Ausübung bestimmter Ämter jedoch für fähig erklärt worden sein, wobei Letztere von der Verwaltung der medizinischen Expertise, vom gemäß dem Gesetz vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer eingerichteten internen Dienst für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz, oder vom gemäß dem Gesetz vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer eingerichteten externen Dienst für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz, dem die öffentliche Verwaltung angeschlossen ist, festgelegt werden;

8° von der Verwaltung der medizinischen Expertise, vom internen Dienst für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz oder vom externen Dienst für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz, dem der vorige Arbeitgeber angeschlossen war, zur Ausübung ihrer gewöhnlichen Tätigkeiten endgültig für unfähig erklärt worden sein, zur Ausübung bestimmter Ämter, die von der Verwaltung der medizinischen Expertise, vom internen Dienst für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz, oder vom externen Dienst für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz, dem die öffentliche Verwaltung angeschlossen ist, festgelegt werden, jedoch für fähig erklärt worden sein;

9° in den Genuss angemessener Vorkehrungen zur Gestaltung der Arbeitsbedingungen gekommen sein, die wegen einer Behinderung in Ausführung des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung und des Dekrets vom 6. November 2008 über die Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung zuerkannt worden waren.

Art. 83 - Auf ihre Anfrage hin haben die Personen mit Behinderung Anspruch auf angemessene Vorkehrungen bei ihrer Teilnahme an Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete und Aufstiegswettbewerben.

Art. 84 - Auf ihre Anfrage hin haben die Personen mit Behinderung Anspruch auf angemessene Vorkehrungen bei ihrer Teilnahme an Prüfungen für die Erlangung des Zeugnisses für Public Management oder des Direktionszeugnisses, an Eignungsprüfungen für eine Führungsfähigkeit, an Prüfungen zur Bescheinigung der Kompetenzen, an Befähigungsprüfungen oder Laufbahnausbildungen.

Art. 85 - Bei der Vergabe von Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträgen an Unternehmen für angepasste Arbeit gelten folgende Grundsätze, damit die Beschäftigungsverpflichtung nach Artikel 81 eingehalten wird:

1° für einen bestimmten Auftrag erhält man die in Vollzeiteinheiten ausgedrückte Anzahl von Arbeitnehmern mit Behinderung durch die Teilung des Auftragspreises durch die jährliche Bruttoentlohnung, die einem vollzeitig beschäftigten Bediensteten in der Gehaltstabelle C3 mit einem finanziellen Dienstalter von zehn Jahren gewährt wird;

2° der Beschäftigungsverpflichtung nach Artikel 81 kann durch die Vergabe von Aufträgen an Unternehmen für angepasste Arbeit nur zur Hälfte genügt werden.

Art. 86 - Der Generalsekretär organisiert die Aufnahme, die Ausbildung und die berufliche Integration der Personen mit Behinderung mit der Zustimmung der betroffenen Personen, ggf. in Zusammenarbeit mit der Agentur, der Dienststelle oder dem "Service".

Gegebenenfalls stellt die Agentur, die Dienststelle oder der "Service" mit der Zustimmung der Person mit Behinderung Vorkehrungen zur Anpassung des Arbeitspostens vor.

Art. 87 - Der Generalsekretär erstellt alle zwei Jahre, spätestens zum 31. März, einen Bericht über die Beschäftigung von Personen mit Behinderung innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, den er der Agentur übermittelt.

Die Agentur erstellt einen allgemeinen Bericht über die Beschäftigung von Personen mit Behinderung innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der Einrichtungen.

Der Bericht wird den für den regionalen öffentlichen Dienst und für die Integration der behinderten Personen zuständigen Ministern übermittelt; diese informieren die Regierung darüber.

Der Bericht wird auf der Webseite der Agentur veröffentlicht und der "Commission wallonne des personnes handicapées" zur Stellungnahme vorgelegt; Letztere wird aufgefordert, zur Integration der Personen mit Behinderung Empfehlungen zu äußern und zu veröffentlichen.

Art. 87bis - § 1. Bei dem Minister für den öffentlichen Dienst wird für die gesamten Dienststellen der Regierung und Einrichtungen, die durch vorliegenden Erlass betroffen sind, eine Begleitkommission eingerichtet, die sich wie folgt zusammensetzt:

1° ein Vertreter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, der den Vorsitz führt;

2° ein Vertreter jeder Einrichtung, auf die vorliegender Erlass anwendbar ist;

3° ein Vertreter der Agentur als Einrichtung, die mit der ressortübergreifenden Umsetzung der Politik der Wallonischen Regierung im Bereich der Integration und Beschäftigung von behinderten Arbeitnehmern innerhalb der öffentlichen Dienststellen, die unter ihren Zuständigkeitsbereich fallen, beauftragt ist;

4° ein Vertreter der "Commission wallonne des personnes handicapées";

5° drei Vertreter jeder repräsentativen Gewerkschaftsorganisation im Sinne des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen.

§ 2. Die Begleitkommission wird damit beauftragt, alle zwei Jahre, innerhalb von sechs Monaten nach der Vorlage des von der Agentur erstellten Berichts, der Regierung einen Bericht über die Umsetzung vorliegenden Titels zu übermitteln.

Die Begleitkommission ist zu diesem Zweck befugt, alle zur Erfüllung ihrer Aufgabe notwendigen Auskünfte zu beantragen und zu erhalten. Sie kann alle zur Verbesserung der Politik im Bereich der Anwerbung und Beschäftigung von Personen mit Behinderung nützlichen Empfehlungen äußern, die sie auf der ihr gewidmeten Seite des Web-Portals der Wallonischen Regierung veröffentlicht.

**Art. 3** - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Februar 2015

Der Minister-Präsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe  
M. PREVOT

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung  
C. LACROIX

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/201078]

**26 FEBRUARI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode m.b.t. de werving en de loopbaan van de gehandicapte personen binnen het Openbaar ambt**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2011 houdende het Waals wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikelen 270 en 273, tweede lid;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 4 februari 2014;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 februari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 februari 2014;

Gelet op het advies van de « Commission wallonne des personnes handicapées » (Waalse adviescommissie voor de gehandicapte personen), gegeven op 1 april 2014;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), uitgebracht op 24 april 2014;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 657 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 21 november 2014;

Gelet op het advies nr. 56.935/2 van de Raad van State, gegeven op 19 januari 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport van 9 februari 2015 opgesteld overeenkomstig het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt gedeeltelijk, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** In Boek I van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 februari 2007, 27 maart 2009, 31 januari 2013 en 15 mei 2014, wordt titel IV vervangen door volgende titel:

#### **Titel IV. — Werving en loopbaan van de gehandicapte personen**

##### **HOOFDSTUK I. — Verplichting tot tewerkstelling van gehandicapte personen**

Art. 80bis. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

1° het Agentschap : het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées »;

2° de « Office » : de « Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées » (Dienst van de Duitstalige gemeenschap voor gehandicapte personen);

3° de Dienst : de Dienst « Personnes handicapées autonomie recherchée, Phare » van de Franse gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 81. § 1. De Waalse overheidsdienst stelt een aantal gehandicapte personen te werk dat overeenstemt met twee en een half percent van het bestand tewerkgesteld op 31 december van het vorige jaar. De RSZ-aangifte geldt als bewijs voor het tewerkgestelde bestand.

De door gehandicapte personen beklede betrekkingen worden geïdentificeerd in het organogram bedoeld in artikel 11, § 2.

Vijf percent van de wervingen worden voorbehouden aan gehandicapte personen zolang het in het eerste lid vastgestelde tewerkstellingspercentage niet bereikt is.

§ 2. De secretaris-generaal geeft de personeelsleden kennis van de maatregelen die de gehandicapte personen kunnen genieten inzake redelijke inrichting van de werkomstandigheden.

Art. 82. Om in aanmerking te worden genomen in het quotum bedoeld in artikel 81, § 1, vervullen de gehandicapte personen binnen de Waalse overheidsdienst minstens één van de volgende voorwaarden :

1° in aanmerking gekomen zijn voor het voordeel van de maatregelen van het Agentschap, de « Office », de Dienst, in aanmerking gekomen zijn voor het voordeel van één of meer « bijzondere tewerkstellingsondersteunde maatregelen, BTOM » verleend door de « Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling, VDAB » en een door één van die instellingen afgegeven bewijs of beslissing overleggen;

2° het slachtoffer zijn geweest van een arbeidsongeval en een door het Fonds voor arbeidsongevallen of het Bestuur voor medische expertise (Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, Dienst Arbeidsgeneeskunde) afgeleverd attest voorleggen op grond waarvan een blijvende ongeschiktheid van minstens 30 percent bevestigd wordt;

3° het slachtoffer zijn geweest van een beroepsziekte en een door het Fonds voor beroepsziekten of het Bestuur voor medische expertise afgeleverd attest voorleggen op grond waarvan een blijvende ongeschiktheid van minstens 30 percent bevestigd wordt;

4° het slachtoffer zijn geweest van een ongeval van gemeen recht en een afschrift van het door de griffie van de rechtbank of van het hof afgeleverd vonnis voorleggen op grond waarvan bevestigd wordt dat de handicap of de blijvende ongeschiktheid minstens 30 percent bereikt;

5° het slachtoffer zijn geweest van een huishoudelijk ongeval en een afschrift van de beslissing van de verzekeringsinstelling voorleggen op grond waarvan bevestigd wordt dat de blijvende ongeschiktheid minstens 30 % bereikt;

6° voldoen aan de medische voorwaarden om in aanmerking te komen voor de inkomensvervangende tegemoetkoming of voor een integratietegemoetkoming krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, waarbij het bewijs geleverd wordt aan de hand van een attest van de Federale overheidsdienst Sociale zekerheid;

7° definitief ongeschikt zijn verklaard voor de uitoefening van hun gebruikelijke activiteiten maar geschikt voor bepaalde specifieke functies aangeduid door het Bestuur van de Medische Expertise, door de interne dienst preventie of bescherming ingesteld overeenkomstig de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, of door de externe dienst preventie en bescherming waarbij het overheidsbestuur aangesloten is, overeenkomstig de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

8° definitief ongeschikt zijn verklaard voor de uitoefening van hun gebruikelijke activiteiten door het Bestuur van de Medische Expertise, door de interne dienst preventie of bescherming of door de externe dienst preventie en bescherming waarbij de vorige werkgever aangesloten was, maar geschikt voor bepaalde specifieke functies aangeduid door het Bestuur van de Medische Expertise, door de interne dienst preventie of bescherming of door de externe dienst preventie en bescherming waarbij het overheidsbestuur aangesloten is;

9° in aanmerking zijn gekomen voor een redelijke aanpassing van de arbeidsomstandigheden, toegekend door de werkgever wegens een handicap ter uitvoering van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en ter uitvoering van het decreet van het Waalse Gewest van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

Art. 83. De gehandicapte personen genieten op eigen verzoek redelijke aanpassingen om deel te nemen aan statutaire selecties en toegangsexamens.

Art. 84. De gehandicapte personen genieten op eigen verzoek redelijke aanpassingen om deel te nemen aan proeven voor het verkrijgen van het certificaat publiek management of van het directiebrevet, aan bekwaamheidsexamens inzake omkadering, proeven inzake validering van de vaardigheden, kwalificerende examens of loopbaanopleidingen.

Art. 85. De toewijzing van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten met de bedrijven voor aangepast werk staat gelijk met de naleving van de verplichting tot tewerkstelling bedoeld in artikel 81 op grond van de volgende beginselen :

1° voor een bepaalde opdracht, wordt het aantal gehandicapte werknemers, uitgedrukt in voltijds equivalenten, verkregen door de prijs van de opdracht te delen door de bruto jaarlijkse bezoldiging toegekend aan een voltijds tewerkgesteld personeelslid dat in aanmerking komt voor de weddeschaal C3, met een geldelijke anciënniteit van tien jaar;

2° de verplichting tot tewerkstelling bedoeld in artikel 81 kan slechts voor de helft nagekomen worden via de toewijzing van opdrachten met de bedrijven voor aangepast werk.

Art. 86. De secretaris-generaal organiseert, desgevallend in samenwerking met het Agentschap, de "Office" of de Dienst, de opvang, de vorming en de integratie van de gehandicapte personen in het arbeidscircuit, met de instemming van de betrokken personen.

Desgevallend en met de instemming van betrokken gehandicapte persoon stelt het Agentschap, de "Office" of de Dienst maatregelen tot aanpassing van de arbeidspost voor.

Art. 87. De secretaris-generaal maakt om de twee jaar, uiterlijk 31 maart, een rapport op m.b.t. de tewerkstelling van de gehandicapte personen binnen de Waalse overheidsdienst en maakt het aan het Agentschap over.

Het Agentschap maakt een globaal rapport op m.b.t. de tewerkstelling van de gehandicapte personen binnen de Waalse overheidsdienst en de instellingen.

Het rapport wordt meegedeeld aan de ministers bevoegd inzake gewestelijke ambtenarenzaken en integratie van de gehandicapte personen, die de Regering daarover inlichten.

Het rapport wordt bekendgemaakt op de internetsite van het Agentschap en voor advies overgelegd aan de « Commission wallonne des personnes handicapées », die erom verzocht wordt aanbevelingen te formuleren en te publiceren voor de integratie van de gehandicapte personen.

Art. 87bis. § 1. Bij de Minister van Ambtenarenzaken wordt voor het geheel van de diensten van de Regering en de bij dit besluit betrokken instellingen een begeleidingscommissie opgericht die samengesteld is uit :

1° een vertegenwoordiger van de Waalse overheidsdienst, die er het voorzitterschap van waarneemt;

2° een vertegenwoordiger van elke instelling die onder dit besluit valt;

3° een vertegenwoordiger van het Agentschap, in zijn hoedanigheid van instelling belast met een transversale rol van tenuitvoerlegging van het beleid van de Waalse Regering inzake integratie en instandhouding van gehandicapte personen in het arbeidscircuit binnen de overheidsdiensten die onder zijn bevoegdheden vallen;

4° een vertegenwoordiger van de « Commission wallonne des personnes handicapées »;

5° drie vertegenwoordigers van elke representatieve vakbondsvereniging in de zin van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

§ 2. De begeleidingscommissie moet om de twee jaar en binnen zes maanden na de overlegging van het door het Agentschap opgemaakte rapport een rapport over de tenuitvoerlegging van deze titel aan de Regering overleggen.

De begeleidingscommissie mag daartoe alle nodige gegevens voor de uitvoering van haar opdracht vragen en in ontvangst nemen. Ze kan alle aanbevelingen formuleren die nuttig zijn voor een beter beleid van de werving en de tewerkstelling van gehandicapte personen en die bekendmaken op de pagina van het portaal van de Waalse Regering die daarvoor bestemd is. ».

**Art. 3.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 februari 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2015/201141]

**26 FEVRIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de coordination des chantiers et relatif au Comité technique tels que prévus aux articles 6 et 7 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau, notamment ses articles 6 et 7;

Vu le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2014 portant la désignation des membres de la Commission de coordination des chantiers;

Vu la délibération du 19 décembre 2014 de la Commission de coordination des chantiers approuvant le projet de règlement d'ordre intérieur;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, de l'Energie et du Logement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Définitions

Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « décret » : le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau;

2° « Gouvernement » : le Gouvernement wallon;

3° « Ministre » : le Ministre ayant les Travaux subsidiés dans ses attributions;

4° « Commission » : la Commission de coordination des chantiers prévue à l'article 2 du décret;

5° « Comité » : le Comité technique prévu à l'article 7 du décret;

6° « gestionnaires » : les autorités publiques dont relève la voirie ou le cours d'eau sous, sur ou au-dessus duquel les travaux sont exécutés ou la personne à laquelle l'autorité en question a concédé la mise à disposition ou la gestion de cette voirie ou de ce cours d'eau;

7° « gestionnaire de câbles et de canalisations » : la personne qui, dans le cadre de ses activités professionnelles ou tâches d'intérêt public, gère des câbles et/ou des canalisations sous, sur ou au-dessus de la voirie ou d'un cours d'eau;

8° « groupe » : catégorie de membres de la Commission telle que prévue par l'article 3 du décret.

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De La Commission*

**Art. 2.** Siège

Le siège de la Commission est établi à Namur, dans les locaux de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie.

Le Gouvernement peut en modifier le siège.